

RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1964 B 00022

Numéro SIREN : 640 800 223

Nom ou dénomination : EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST

Ce dépôt a été enregistré le 19/06/2020 sous le numéro de dépôt B2020/010119

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... DE TOULOUSE**

Date : 19/06/2020

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2020/010119**
n° de gestion : **1964B00022**
n° SIREN : **640 800 223 RCS Toulouse**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse certifie avoir procédé le 19/06/2020 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST
1 Allée des Pionniers de l'Aéropostale 31400 TOULOUSE

date de clôture : 31/12/2019

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les évènements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



EES - CLEVIA SUD-OUEST

1 Allée des Pionniers de l'Aéropostale

31400 TOULOUSE


CERTIFIE CONFORME

Annexe aux comptes au 31/12/2019



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	18 590	18 544	45	827
Fonds commercial	531 624	456 144	75 480	65 480
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	78 489	45 719	32 770	40 792
Installations techniques, matériel, outillage	217 920	122 645	95 274	44 134
Autres immobilisations corporelles	95 795	82 950	12 846	16 028
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 930		11 930	12 059
ACTIF IMMOBILISE	954 347	726 002	228 345	179 321
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	22 918		22 918	27 918
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	4 652		4 652	3 211
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	7 317 782	188 200	7 129 582	8 125 160
Autres créances	7 589 651		7 589 651	7 236 907
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	268 726		268 726	118 625
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	14 399		14 399	42 799
ACTIF CIRCULANT	15 218 128	188 200	15 029 928	15 554 620
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	16 172 476	914 202	15 258 273	15 733 940

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé :	1 377 337)	1 377 337
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles	137 734	137 734
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 058 748	1 382 875
Acomptes sur dividendes		
Subventions d'investissement	0	0
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	879 480	857 201
Provisions pour charges	62 531	49 058
PROVISIONS	942 011	906 259
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financiers divers (dont empr. participatifs		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	691 203	772 905
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 189 949	3 501 664
Dettes fiscales et sociales	2 639 177	2 241 655
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	147 462	189 286
Autres dettes	5 074 652	4 987 468
Produits constatés d'avance		
DETTES	11 742 444	11 929 736
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	15 258 273	15 733 940

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	24 070 583		24 070 583	25 875 467
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	24 070 583		24 070 583	25 875 467
Production stockée				
Production immobilisée			45 301	
Subventions d'exploitation			5 000	10 111
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			148 397	300 171
Autres produits			34 910	17 313
PRODUITS D'EXPLOITATION			24 304 191	26 203 062
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			7 086 063	8 494 142
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			5 000	3 348
Autres achats et charges externes			8 420 026	9 874 904
Impôts, taxes et versements assimilés			338 827	310 794
Salaires et traitements			4 571 137	4 133 082
Charges sociales			1 832 259	1 729 334
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			37 156	36 207
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			162 263	15 984
Dotations aux provisions			257 473	350 000
Autres charges			310	175
CHARGES D'EXPLOITATION			22 710 514	24 947 971
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 593 677	1 255 092
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				415 674
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			68 788	67 173
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			68 788	482 848
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			68 788	482 848
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 662 465	1 737 939

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6 083	79 301
Produits exceptionnels sur opérations en capital		186 851
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	108 730	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	114 813	266 152
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	8 915	20 301
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		74 015
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	108 730	186 851
CHARGES EXCEPTIONNELLES	117 645	281 167
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 831	-15 015
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	209 039	165 665
Impôts sur les bénéfices	391 847	174 384
TOTAL DES PRODUITS	24 487 793	26 952 062
TOTAL DES CHARGES	23 429 045	25 569 186
BENEFICE OU PERTE	1 058 748	1 382 875

Annexes

Informations générales et description de l'activité

La société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVA SUD OUEST est une SAS au capital de 1 377 337 euros.

Elle a pour objet, en France, les activités principales suivantes : Etudes, ingénierie, conception, réalisation, maintenance, service après-vente, location, prêt, audit, conseil, vérification, validation, certification, pilotage, exploitation de toutes installations publiques ou privées dans le domaine du génie climatique.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1. Evolution de la structure : acquisition de fonds

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD OUEST a acquis les branches d'activités travaux et fluides spéciaux de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - G CLIM avec effet au 01/10/2019. Les variations qui en résultent sont mentionnées dans les annexes relatives aux immobilisations.

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

La méthode de l'avancement définie par les articles 622-2 à 622-7 du PCG est appliquée à tous les chantiers de la société.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement par les coûts pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces provisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées lorsque leur perception est jugée hautement probable.

Immobilisations**Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux font l'objet de tests de dépréciation annuels ; ils sont dépréciés lorsque la valeur vénale ou la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Constructions	de 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	de 3 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Stocks

Méthode d'évaluation et de dépréciation

Les stocks de matières premières et fournitures sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et les frais accessoires d'achat.

Les stocks de produits finis sont évalués au coût de revient, intérêts exclus.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix de revient.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement. Il correspond à l'ensemble des situations acceptées à la date d'arrêt des comptes majorées des travaux effectués non facturés (Produit à recevoir) ou minorés des travaux facturés par avance (Produit constaté d'avance).

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel. Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée. L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment. Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière. Cette évaluation prend en compte notamment :
 - une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
 - les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
 - le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.
 Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Debut d'exercice	Apports	Acquisitions	
Frais d'établissement et de développement	555 652		11 200	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	555 652		11 200	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	555 652		11 200	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Const. Install. générales, agenc., aménag.	78 489			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	184 459		68 790	
Installations générales, agenc., aménag.	46 959			
Matériel de transport	53 061		6 319	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	31 445			
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	394 413		75 109	
Participations évaluées par mise en équivalence	12 059			
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	12 059			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	12 059		86 309	
TOTAL GENERAL	962 124		86 309	
Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement			550 214	550 214
Autres postes d'immobilisations incorporelles			16 639	16 639
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			16 639	550 214
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Const. Installations générales, agenc.			78 489	
Installations techn., matériel et outillages ind.			217 920	
Installations générales, agencements divers	994		46 959	
Matériel de transport			33 688	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	-994		15 148	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			392 204	77 318
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			11 930	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			11 930	11 930
TOTAL GENERAL			954 347	954 347

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	489 345		1 982	16 639	474 688
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	489 345		1 982	16 639	474 688
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agenc. aménag.	37 697		8 022		45 719
Installations techniques, matériel et outillage industriels	140 325		18 644	36 324	122 645
Installations générales, agenc. et aménag. divers	45 217		540		45 757
Matériel de transport	40 681		7 241	24 698	23 225
Matériel de bureau et informatique, mobilier	29 539		726	16 297	13 968
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	293 458		35 173	77 318	251 314
TOTAL GENERAL	782 803		37 156	93 957	726 002

Rubriques	Débit d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour investissements						
Provisions pour hausses des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges	199 350		120 000	15 000	42 600	261 750
Provisions pour garanties données aux clients	385 000		119 000			504 000
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer	321 909		127 203	272 851		176 261
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	906 259		366 203	287 851	42 600	942 011
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients						
Autres dépréciations	30 279		162 263	4 342		188 200
DEPRECIATIONS	30 279		162 263	4 342		188 200
TOTAL GENERAL	936 538		528 466	292 193	42 600	1 130 211
Dotations et reprises d'exploitation		4 19 736				
Dotations et reprises financières				147 942		
Dotations et reprises exceptionnelles			108 730	186 851		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	11 930		11 930
Clients douteux ou litigieux	221 529	221 529	
Autres créances clients	7 096 252	7 096 252	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	10 230	10 230	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	896	896	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	213 689	213 689	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	6 758 091	6 758 091	
Débiteurs divers	606 745	606 745	
Charges constatées d'avance	14 399	14 399	
TOTAL GENERAL	14 933 761	14 921 831	11 930

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 189 949	3 189 949		
Personnel et comptes rattachés	676 433	676 433		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	589 731	589 731		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 333 517	1 333 517		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	39 497	39 497		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	63 646	63 646		
Autres dettes	83 817	83 817		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	5 074 652	5 074 652		
TOTAL GENERAL	11 051 241	11 051 241		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Libellé	31/12/2019
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	512 207,88
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	6 006,84
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	974 956,49
TOTAL CHARGES A PAYER	1 493 171,21

Charges et produits constatés
d'avance

Libellé	31/12/2019
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	14 398,90
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	14 398,90
PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE	
TOTAL	-5 074 651,84
TOTAL PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE	-5 074 651,84

Libellé	31/12/2019
TOTAL	2 172 826,55
TOTAL	2 172 826,55
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 591 332,61
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	581 493,94
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	2 172 826,55

Categories de titres	Nombre de titres		à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires			90 022			15,3

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
Travaux	23 818 551		23 818 551	25 721 552
Prestations de services				
Produits accessoires	252 032		252 032	153 915
Total	24 070 583		24 070 583	25 875 467

Variation des capitaux propres

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	1 377 337			137 734		1 302 875		2 897 946
Attraction de l'exercice								
Distribution de l'exercice								
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations								
Situation clôture de l'exercice	1 377 337			137 734		1 050 748		2 573 819

Nature des charges	Montant
Pénalités - Amendes	6 515
Dons mécénat	2 400
Provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	108 730

TOTAL	117 645
-------	---------

Nature des produits	Montant
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	6 083
Provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	186 851
Transfert de charges des provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	-78 121

TOTAL	114 813
-------	---------

Engagements financiers et autres informations

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	1 662 465	-449 079	1 213 386
Résultat exceptionnel	-2 831	765	-2 066
Participation des salariés	-209 039	56 467	-152 572
RESULTAT COMPTABLE	1 450 595	-391 847	1 058 748

Montants hors bilan	Engagements		Rubriques
	Engagements donnés	Engagements reçus	
433 000			Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel
4 822 000			Avais et cautions
			Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)
673 834	673 834		Autres engagements
			dont Loyers
		673 834	Autres

	Effectifs
Cadres	21
Agent de maîtrise, technicien	39
Ouvriers	61
Total	121

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Denomination sociale - siege social	Forme	Montant capital	% detenu
EIFFAGE 3-7 Place de l'Europe 78140 VELIZY VILLACOUBLAY SA		392 000 000	100,00 %

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE depuis le 1er janvier 2005. La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale. En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre 2019 par une diminution du poste "Clients et comptes rattachés" et une augmentation corrélative du poste "Autres créances" pour un montant de 256 milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe. La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

Médailles du Travail

L'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre 2019 pour un montant de 62 531€.

Evènement post-clôture

Avec la décision de confinement prise par le gouvernement le 16 mars 2020 pour lutter contre la propagation du coronavirus en France, l'activité 2020 de la société est impactée par la crise sanitaire qui a occasionné la suspension de certains chantiers le temps de revoir l'organisation du travail. La société s'est attachée en priorité à la maîtrise des risques principaux, à savoir la sécurité sanitaire de ses salariés et de façon générale des intervenants sur ses sites d'activité ainsi que la continuité opérationnelle des activités essentielles dont elle a la charge. L'ampleur dépendra de la durée de confinement, de son évolution ainsi que des restrictions éventuelles qui s'en suivront. La reprise de nos activités sera progressive, en fonction des typologies d'activités ou d'ouvrages et de leur caractère prioritaire.

La société est une filiale du groupe Eiffage, qui dispose d'une structure financière solide.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.


CERTIFIÉ CONFORME

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST

Société par actions simplifiée au capital de 1 377 336,60 €

Siège social :

1 allée des Pionniers de l'Aéropostale

31400 TOULOUSE

640 800 223 RCS TOULOUSE

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 26 MAI 2020

Procès-verbal

L'an deux mille vingt,
Le vingt-six mai.

Monsieur Arnaud PERETMERE,

Agissant en qualité de Directeur Général de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - REGIONS FRANCE, SAS au capital de 92 616 272 €, ayant son siège social sis 3-7 place de l'Europe 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY, immatriculée sous le numéro 775 673 031 au Registre du Commerce et des Sociétés de VERSAILLES,

Associé Unique de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD-OUEST,

La société KPMG AUDIT IS, Commissaire aux comptes titulaire, ayant été régulièrement informée.

A préalablement déclaré ce qui suit :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été établis par Monsieur Arnaud PERETMERE, Représentant légal de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - REGIONS FRANCE, Présidente.

Et a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils lui ont été présentés.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Il prend acte qu'aucune dépense ou charge non déductible fiscalement, visée à l'article 39-4 du Code général des impôts, n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique approuve l'affectation des résultats proposée par le Président.

En conséquence, il décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 1 058 748,01 €, formant le bénéfice distribuable, comme suit :

Bénéfice distribuable de l'exercice 2019	1 058 748,01 €
Affectation au compte « Autres réserves »	- 1 058 748,01 €
Solde	0,00 €

En conséquence, il ne sera distribué aucun dividende et le solde du compte « 'Autres réserves » passera de 0 € à 1 058 748,01 €.

L'Associé Unique prend acte que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	Nombre d'actions	Distribution globale	Dont éligible à l'abattement prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI	Non éligible à l'abattement prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI
Du 01/01/2016 au 31/12/2016	90 022	653 574,29 €	0,00 €	653 574,29 €
Du 01/01/2017 au 31/12/2017	90 022	1 589 457,23 €	0,00 €	1 589 457,23 €
Du 01/01/2018 au 31/12/2018	90 022	1 382 875,37 €	0,00 €	1 382 875,37 €

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique prend acte qu'aucune convention visée par l'article L. 227-10 et suivants du Code de commerce, n'est intervenue au cours de l'exercice 2019.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique prend acte et approuver le fait que, pour faciliter et optimiser la gestion de trésorerie de la Branche ENERGIE SYSTEMES du Groupe EIFFAGE, il a été mis en place un système consistant à centraliser la trésorerie des filiales de la Branche sur un compte ouvert dans les livres des banques au nom de la société centralisatrice EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - PARTICIPATIONS, étant rappelé que cette convention a été conclue aux conditions normales du marché.



Plus rien n'étant à l'ordre du jour, il est établi le présent procès-verbal qui sera répertorié dans le registre tenu à cet effet.

**Pour la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES -
REGIONS FRANCE,**
Le Directeur Général, Arnaud PERETMERE



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Eiffage Energie Systèmes - Clevia
Sud-Ouest
Société par Actions Simplifiée
**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2019
Eiffage Energie Systèmes - Clevia Sud-Ouest
Société par Actions Simplifiée
1 allée des Pionniers de l'Aéropostale
31400 TOULOUSE
Ce rapport contient 35 pages



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Eiffage Energie Systèmes - Clevia Sud-Ouest Société par Actions Simplifiée

Siège social : 1 allée des Pionniers de l'Aéropostale
31400 TOULOUSE
Capital social : €1.377.336,60

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'attention de l'Associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Eiffage Energie Systèmes – Clevia Sud-Ouest S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 30 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans la note « Méthode retenue pour les contrats à LT » de l'annexe aux comptes annuels, votre société comptabilise le chiffre d'affaires et le résultat de ses contrats à long terme selon la méthode de l'avancement. Nous avons apprécié les hypothèses retenues et revu les calculs effectués par votre société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 30 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Associé unique appelé à statuer sur les comptes

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 25 mai 2020

KPMG Audit IS

Philippe Bourhis
Associé

EES - CLEVIA SUD-OUEST

1 Allée des Pionniers de l'Aéropostale

31400 TOULOUSE

Annexe aux comptes au 31/12/2019



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	18 590	18 544	45	827
Fonds commercial	531 624	456 144	75 480	65 480
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	78 489	45 719	32 770	40 792
Installations techniques, matériel, outillage	217 920	122 645	95 274	44 134
Autres immobilisations corporelles	95 795	82 950	12 846	16 028
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 930		11 930	12 059
ACTIF IMMOBILISE	954 347	726 002	228 345	179 321
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	22 918		22 918	27 918
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	4 652		4 652	3 211
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	7 317 782	188 200	7 129 582	8 125 160
Autres créances	7 589 651		7 589 651	7 236 907
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	268 726		268 726	118 625
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	14 399		14 399	42 799
ACTIF CIRCULANT	15 218 128	188 200	15 029 928	15 554 620
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	16 172 476	914 202	15 258 273	15 733 940

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 1 377 337)	1 377 337	1 377 337
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	137 734	137 734
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 058 748	1 382 875
Acomptes sur dividendes	0	0
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 573 818	2 897 946
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	879 480	857 201
Provisions pour charges	62 531	49 058
PROVISIONS	942 011	906 259
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		236 758
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	691 203	772 905
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 189 949	3 501 664
Dettes fiscales et sociales	2 639 177	2 241 655
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	147 462	189 286
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	5 074 652	4 987 468
DETTES	11 742 444	11 929 736
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	15 258 273	15 733 940

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	24 070 583		24 070 583	25 875 467
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	24 070 583		24 070 583	25 875 467
Production stockée				
Production immobilisée			45 301	
Subventions d'exploitation			5 000	10 111
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			148 397	300 171
Autres produits			34 910	17 313
PRODUITS D'EXPLOITATION			24 304 191	26 203 062
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			7 086 063	8 494 142
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			5 000	3 348
Autres achats et charges externes			8 420 026	9 874 904
Impôts, taxes et versements assimilés			338 827	310 794
Salaires et traitements			4 571 137	4 133 082
Charges sociales			1 832 259	1 729 334
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			37 156	36 207
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			162 263	15 984
Dotations aux provisions			257 473	350 000
Autres charges			310	175
CHARGES D'EXPLOITATION			22 710 514	24 947 971
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 593 677	1 255 092
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				415 674
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			68 788	67 173
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			68 788	482 848
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			68 788	482 848
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 662 465	1 737 939

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	6 083	79 301
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	108 730	186 851
PRODUITS EXCEPTIONNELS	114 813	266 152
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	8 915	20 301
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		74 015
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	108 730	186 851
CHARGES EXCEPTIONNELLES	117 645	281 167
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 831	-15 015
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	209 039	165 665
Impôts sur les bénéfices	391 847	174 384
TOTAL DES PRODUITS	24 487 793	26 952 062
TOTAL DES CHARGES	23 429 045	25 569 186
BENEFICE OU PERTE	1 058 748	1 382 875

Annexes

La société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD OUEST est une SAS au capital de 1 377 337 euros.

Elle a pour objet, en France, les activités principales suivantes : Etudes, ingénierie, conception, réalisation, maintenance, service après-vente, location, prêt, audit, conseil, vérification, validation, certification, pilotage, exploitation de toutes installations publiques ou privées dans le domaine du génie climatique.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1. Evolution de la structure : acquisition de fonds

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA SUD OUEST a acquis les branches d'activités travaux et fluides spéciaux de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - G CLIM avec effet au 01/10/2019. Les variations qui en résultent sont mentionnées dans les annexes relatives aux immobilisations.

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

La méthode de l'avancement définie par les articles 622-2 à 622-7 du PCG est appliquée à tous les chantiers de la société.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement par les coûts pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces prévisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées lorsque leur perception est jugée hautement probable.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux font l'objet de tests de dépréciation annuels ; ils sont dépréciés lorsque la valeur vénale ou la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Constructions	de 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	de 3 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Stocks

Méthode d'évaluation et de dépréciation

Les stocks de matières premières et fournitures sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et les frais accessoires d'achat.

Les stocks de produits finis sont évalués au coût de revient, intérêts exclus.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix de revient.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement. Il correspond à l'ensemble des situations acceptées à la date d'arrêté des comptes majorées des travaux effectués non facturés (Produit à recevoir) ou minorés des travaux facturés par avance (Produit constaté d'avance).

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	555 652		11 200
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	555 652		11 200
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	78 489		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	184 459		68 790
Installations générales, agenc., aménag.	46 959		
Matériel de transport	53 061		6 319
Matériel de bureau, informatique, mobilier	31 445		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	394 413		75 109
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	12 059		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	12 059		
TOTAL GENERAL	962 124		86 309

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		16 639	550 214	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		16 639	550 214	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			78 489	
Installations techn., matériel et outillages ind.	994	34 336	217 920	
Installations générales, agencements divers			46 959	
Matériel de transport	-994	26 686	33 688	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		16 297	15 148	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		77 318	392 204	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		129	11 930	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		129	11 930	
TOTAL GENERAL		94 086	954 347	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	489 345		1 982	16 639	474 688
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	489 345		1 982	16 639	474 688
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agenc., aménag.	37 697		8 022		45 719
Installations techniques, matériel et outillage industriels	140 325		18 644	36 324	122 645
Installations générales, agenc. et aménag. divers	45 217		540		45 757
Matériel de transport	40 681		7 241	24 698	23 225
Matériel de bureau et informatique, mobilier	29 539		726	16 297	13 968
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	293 458		35 173	77 318	251 314
TOTAL GENERAL	782 803		37 156	93 957	726 002

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges	199 350		120 000	15 000	42 600	261 750
Provisions pour garanties données aux clients	385 000		119 000			504 000
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	321 909		127 203	272 851		176 261
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	906 259		366 203	287 851	42 600	942 011
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients	30 279		162 263	4 342		188 200
Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS	30 279		162 263	4 342		188 200
TOTAL GENERAL	936 538		528 466	292 193	42 600	1 130 211
Dotations et reprises d'exploitation			419 736	147 942		
Dotations et reprises financières						
Dotations et reprises exceptionnelles			108 730	186 851		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			11 930
Autres immobilisations financières	11 930		
Clients douteux ou litigieux	221 529	221 529	
Autres créances clients	7 096 252	7 096 252	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	10 230	10 230	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	896	896	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	213 689	213 689	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	6 758 091	6 758 091	
Débiteurs divers	606 745	606 745	
Charges constatées d'avance	14 399	14 399	
TOTAL GENERAL	14 933 761	14 921 831	11 930

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 189 949	3 189 949		
Personnel et comptes rattachés	676 433	676 433		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	589 731	589 731		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 333 517	1 333 517		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	39 497	39 497		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	63 646	63 646		
Autres dettes	83 817	83 817		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	5 074 652	5 074 652		
TOTAL GENERAL	11 051 241	11 051 241		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Libellé	31/12/2019
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	512 207,88
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	6 006,84
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	974 956,49
TOTAL CHARGES A PAYER	1 493 171,21

Libellé	31/12/2019
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	14 398,90
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	14 398,90
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-5 074 651,84
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-5 074 651,84

Libellé	31/12/2019
TOTAL	2 172 826,55
TOTAL	2 172 826,55
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	1 591 332,61
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	581 493,94
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	2 172 826,55

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	90 022			15,3

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
Travaux	23 818 551		23 818 551	25 721 552
Prestations de services				
Produits accessoires	252 032		252 032	153 915
Total	24 070 583		24 070 583	25 875 467

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	1 377 337			137 734		1 382 875		2 897 946
Affectation de l'exercice								
Distribution de l'exercice						-1 382 875		-1 382 875
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations						1 058 748		1 058 748
Situation clôture de l'exercice	1 377 337			137 734		1 058 748		2 573 818

Nature des charges	Montant
Pénalités - Amendes	6 515
Dons mécénat	2 400
Provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	108 730

TOTAL	117 645
--------------	----------------

Nature des produits	Montant
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	6 083
Provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	186 851
Transfert de charges des provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	-78 121

TOTAL	114 813
--------------	----------------

Engagements financiers et autres informations

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	1 662 465	-449 079	1 213 386
Résultat exceptionnel	-2 831	765	-2 066
Participation des salariés	-209 039	56 467	-152 572
RESULTAT COMPTABLE	1 450 595	-391 847	1 058 748

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	433 000	
Avals et cautions	4 822 000	
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements	673 834	
	<i>dont Loyers</i>	673 834
	<i>Autres</i>	

	Effectifs
Cadres	21
Agent de maîtrise, technicien	39
Ouvriers	61
Total	121

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE 3-7 Place de l'Europe 78140 VELIZY VILLACOUBLAY	SA	392 000 000	100,00 %

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE depuis le 1er janvier 2005.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre 2019 par une diminution du poste "Clients et comptes rattachés" et une augmentation corrélative du poste "Autres créances" pour un montant de 256 milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe.

La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

Médailles du Travail

L'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre 2019 pour un montant de 62 531€.

Evènement post-clôture

Avec la décision de confinement prise par le gouvernement le 16 mars 2020 pour lutter contre la propagation du coronavirus en France, l'activité 2020 de la société est impactée par la crise sanitaire qui a occasionné la suspension de certains chantiers le temps de revoir l'organisation du travail. La société s'est attachée en priorité à la maîtrise des risques principaux, à savoir la sécurité sanitaire de ses salariés et de façon générale des intervenants sur ses sites d'activité ainsi que la continuité opérationnelle des activités essentielles dont elle a la charge. L'ampleur dépendra de la durée de confinement, de son évolution ainsi que des restrictions éventuelles qui s'en suivront. La reprise de nos activités sera progressive, en fonction des typologies d'activités ou d'ouvrages et de leur caractère prioritaire.

La société est une filiale du groupe Eiffage, qui dispose d'une structure financière solide.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.